

Cucuron révolutionnaire (1788-1795)

Il est difficile d'évoquer en quelques pages les répercussions de la Révolution Française, en raison de leur multiplicité et de leur complexité, sur la vie de la commune de Cucuron ; aussi, l'étude de la période 1789-1795 dans ce village est tout au plus une esquisse, souvent simplifiée et nullement exhaustive d'ailleurs, puisqu'elle repose sur les documents conservés et dépouillés dans l'important fonds d'archives locales : Registres des délibérations des Conseils de la Communauté et de l'Hospice, Compte des trésoriers, Correspondance avec les autorités départementales marseillaises puis avignonaises, aptésiennes au niveau du district, Etat Civil, Liste des émigrés et des volontaires enfin, pour les années de la République.

Plaque tournante d'une série de villages, au pied du versant sud du Grand Luberon, étape importante sur l'une des routes reliant le pays d'Aigues à celui d'Apt, Cucuron compte en 1789 2.159 âmes ¹.

Ce gros bourg rural associant la fonction de passage à l'exploitation de deux terrains juxtaposés — la montagne avec ses bastides peuplées, et la plaine plus fertile, ouverte vers Cadenet et Pertuis — ainsi que les vertus du négoce et de l'artisanat traditionnels à la fortune foncière, traverse alors une crise sérieuse, à la fois démographique, financière et économique.

La prospérité de la cinquante-deuxième ville de Provence en 1700, avec plus de 3.000 habitants, n'a pas résisté aux impondérables du XVIII^e siècle. La peste de 1720-1721 a d'abord emporté plus du tiers de la population ². Les finances communales déjà chancelantes

1. Voir R. YTIER, *Cucuron à travers ses monuments et ses archives*, Apt, Reboulin, 1965.

2. 808 décès et non 942, selon les statistiques officielles (J.-B. CASTEL, *Histoire de Cucuron : période de la peste 1720-1721*, Avignon). Apportée à Marseille vers la fin de mai 1720, le fléau atteint la viguerie d'Apt au mois d'août : Apt le 1^{er}, Roussillon le 25, Cazeneuve le 25 septembre, Saint-Martin de la Brasque le 2 octobre, Pertuis le 6 octobre selon J.-B. CASTEL, ou le 25 juillet selon A. MAILLE.

par suite de la disproportion entre les dépenses publiques et les rentrées fiscales sont sorties de l'épreuve très obérées. Les nombreux emprunts, contractés souvent à la légère pour subvenir aux besoins d'une masse croissante d'indigents et de sans-ressources, ont obligé les responsables à se lancer dès 1722 dans une cascade de procès, perdus en 1730 au terme de longues et coûteuses procédures, maladroitement conduites.

Les difficultés ont très vite engendré la stagnation. Les migrations d'une main-d'œuvre très mobile ont diminué d'intensité. La variole et le manque d'hygiène, la sous-alimentation et la malnutrition chroniques, aggravés par des hivers rigoureux, ont limité l'excédent démographique naturel. La crise de l'olivier, dès 1709, a poussé des pointes terribles en 1758 et 1768³, privant peu à peu le paysan d'un apport monétaire appréciable et d'un élément de base de sa nourriture, fondée sur le pain noir à base de blé conseilge⁴, les fèves, les haricots et l'huile.

Ce pays de vieille culture — l'enseignement remonte au XIV^e siècle⁵ — est dirigé par une élite terrienne ou de robe, étroitement liée à son homologue aixoise, mais freinée dans ses ambitions et ses intérêts par une division administrative maladroite plaçant la cité sous la dépendance et la juridiction d'Apt, sans tenir compte de son orientation et de ses débouchés naturels vers la Durance.

Perçu confusément par une grande partie de la population, attachée par ailleurs à sa terre et à sa foi catholique, le malaise politique et économique trouve, dès 1788, de vibrants échos dans les délibérations puis dans les écrits des premiers consuls : Arnaudy, Clementis. Les trois chapitres du Cahier de Doléances du 25 mars 1789⁶ soulignent la volonté de réformes, état d'esprit partiellement

3. Archives de Cucuron, BB 23 et Cahier de Doléances du 25 mars 1789.

4. ... obtenu à partir d'une semence constituée par un mélange en parties égales de blé et de seigle, ou d'avoine et de seigle.

5. Il existe d'abord dans un bâtiment proche de l'église Saint-Michel, une école publique dont le régent est choisi et appointé par la communauté. Puis les RR. PP. Servites, installés depuis 1540 dans leur couvent de l'Annonciade, ouvrent en 1668 un second établissement gratuit. Ils se voient même confier, le 19 août 1686, la régence des écoles et leur collège connaîtra, jusqu'à leur départ en 1743, un afflux et une renommée certaine.

6. *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, tome VI. 1^{re} série, 1787-1789. *Etats Généraux. Cahiers des Sénéchaussées et Baillages* publiés sous la direction de J. MAVIDAL et E. LAURENT. Paris, P. Dupont, 1870. Ce cahier a été rétabli d'après un manuscrit des archives de l'Empire. On ignore le sort de l'original.

représenté par Charles Cousin, curé du lieu, élu député de son Ordre aux Etats généraux⁷. Ils souhaitent restituer au village non seulement son lustre d'antan, mais lui redonner à la faveur de la mise en place des nouvelles institutions du royaume, puis de la République, un rôle important dans l'organisation politique et administrative de la région. Ils échoueront dans le premier cas, mais réussiront en grande partie dans le second.

L'étude de Cucuron pendant la Révolution échappe, par suite de la lenteur relative des communications et du calendrier spécifique aux communautés rurales, où l'existence est rythmée par les travaux des champs, à tout essai de stricte chronologie. On peut limiter les effets réels du phénomène au mois de novembre 1795, où les notables reprennent les leviers de commande qu'ils ne quitteront plus d'ailleurs jusqu'à la Restauration. Plus réformiste que révolutionnaire, la minorité dirigeante manifeste d'abord son enthousiasme à l'annonce de la chute de l'Ancien Régime, mais la situation intérieure ne tarde pas à l'inciter, dès août 1789, à une prudente réserve⁸. Méfiante, elle s'enflamme cependant pour la Convention girondine qui symbolise ses aspirations. Déçue par sa chute, elle rentre, dès 1793, dans l'ombre, laissant momentanément la gestion des affaires publiques à quelques autodidactes, issus du petit peuple, intelligents sans doute mais arrivistes ou sectaires. Elle reviendra peu à peu à la surface après Thermidor, rendant alors aux « usurpateurs robespierristes », les vexations subies^{8 bis}. Les haines et les passions seront en effet très vives pendant sept ans, au sein de ce microcosme fertile en paradoxes, où les mauvaises récoltes, la raréfaction et la

7. Ch. Cousin, né à Cadenet le 20 juin 1736, fut élu par le clergé de la sénéchaussée d'Aix, alors qu'il était curé de Cucuron, aux Etats Généraux de mai 1789. Il siégea du côté droit, vota la vérification en commun des mandats des représentants des trois Corps, mais refusa ensuite de prêter le serment prévu par la Constitution civile du clergé. Emigré, il demeura à Rome jusqu'en 1799 et reprit après la signature du Concordat ses anciennes fonctions auxquelles il ajouta, de juillet 1803 à 1812, celles de la cure de Cadenet. Théologien, professeur de Philosophie au séminaire d'Aix-en-Provence, il laissa dans ses papiers une notice sur le rétable de l'Eglise attribué à P. Puget et ses élèves et légua à la cure sa bibliothèque de 1.200 volumes et ses biens aux séminaires d'Aix et d'Avignon. Il mourut le 24 septembre 1831.

8. Les effets psychologiques de la Grande Peur mériteraient une étude particulière s'appuyant sur les témoignages consignés dans le registre BB 24 des archives locales ainsi que dans les volumes suivants des délibérations municipales.

^{8 bis}. Archives de Cucuron, BB 24. Délibérations 13 mai 1791 - 3 ventôse an IV.

cherté des grains, les expédients financiers constituent la toile de fond d'une misère indicible, égayée seulement par les deux fêtes (traditionnelles) de l'arbre de mai et des vendanges⁹.

La première période (juillet 1789 - septembre 1791) est de loin la plus brillante ; elle est dominée par la personnalité de J.-B.-A. Clementis, avocat à la Cour, premier consul de la communauté, et délégué aux Etats de Provence en 1789, grand admirateur de Mirabeau qu'il appelle le « Démosthène de la Provence ». Il s'efforce d'atténuer par des achats onéreux de blé les effets désastreux de l'hiver 1788-1789, de dissiper la psychose de crainte consécutive à la Grande Peur. Reconduit dans ses fonctions en 1790, il demande le transfert du chef-lieu de district à Cucuron, puis à Pertuis, obtenant finalement que la commune devienne le chef-lieu d'un canton comprenant : Ansois, Sannes, Vaugines, La Motte et Cabrières-d'Aigues, rattaché au département des Bouches-du-Rhône¹⁰. Elu juge de paix en novembre, il est remplacé par un autre avocat, Joseph-Charles Gal. Tous deux essaieront en 1791 d'apaiser les querelles religieuses opposant, avec une vigueur croissante, partisans et adversaires de la Constitution civile du clergé. L'activité clandestine et la présence dans la commune de prêtres réfractaires place en effet dans une situation difficile le citoyen Trouchon, curé jureur, en butte à mille vexations.

Certains esprits avancés ne font pas déjà mystère de leurs intentions — et de leurs ambitions — tels F. Rocanus, procureur de la commune depuis novembre 1790. Profitant de l'aggravation de la situation économique, du bouillonnement des idées lié à la présence de trois sociétés populaires, dont une filiale très active de la « Société des Amis de la Constitution et de la Paix », et vraisemblablement d'un embryon de loge maçonnique¹¹, il devient maire en septembre 1791. Les républicains apparaissent alors parmi les nota-

9. Deux fêtes en dehors de celles du calendrier classique ou liturgique ont toujours fait l'objet de réjouissances populaires : Notre-Dame, le premier dimanche de septembre, survivance de l'antique ban des vendanges, et sainte Tulle, patronne de la paroisse, en l'honneur de laquelle on plante depuis le xv^e siècle, sur le parvis de l'église, un jeune peuplier symbole du printemps et du renouveau.

10. Archives de Cucuron, BB 24. Délibérations, 13 mai 1791 - 3 ventôse an IV.

11. Archives de Cucuron, BB 24. L'étude des signatures, suivies des trois points caractéristiques, accrédirait cette hypothèse.

bles, jeunes agriculteurs non-proprétaires, ou artisans dans la force de l'âge, avec en outre pour procureur un certain Henri-Véran Sade dont l'admission au titre de citoyen actif avait provoqué auparavant quelques remous ¹².



A une élite s'appuyant sur les catégories aisées de la population succède peu à peu une minorité révolutionnaire laquelle provoque, dès le 25 janvier 1792 une « émeute populaire » contre les réfractaires locaux continuant à célébrer leurs offices chez les particuliers. Elle « moralise » la vie publique en fermant pour un oui ou pour un non les cabarets et les jeux de billard, nombreux et très prisés, semble-t-il, multiplie les créations de sociétés (deux en juillet), se réunit en permanence à partir du 31 juillet à la suite de « La Patrie en danger », multiplie les cérémonies civiques en grande pompe avec la participation de la musique locale, organise la laïcisation de l'état civil, la garde nationale, et à force de réquisitions le départ entre mai et septembre de soixante-quatre volontaires, qui s'effectue dans un élan d'enthousiasme patriotique incontestable.

L'élection d'Henri-Véran Sade, le 16 décembre 1792, au poste de maire place Cucuron sous la tutelle des « extrémistes » alors que la misère accentue ses ravages, obligeant la communauté à secourir les familles des soldats. Les réquisitions se multiplient tandis que la chasse aux déserteurs ou aux volontaires récalcitrants, réfugiés dans le Luberon proche, se développe, sans grand effet d'ailleurs. Les anciennes notabilités, J.-B. Clementis entre autres, et les derniers prêtres réfractaires placés le 9 avril 1793 sur la liste des suspects, gagnent des retraites plus sûres ¹³. Le rattachement du canton au département de Vaucluse le 11 août ne ralentit pas le zèle des « patriotes », condamnés à la surenchère permanente. Le remplacement d'Henri-Véran Sade — nommé le 2 septembre commissaire

12. Il s'agit, selon toute vraisemblance et d'après les documents gracieusement mis à notre disposition par mon confrère et ami M. A. Bouier, d'un parent de l'illustre marquis, seigneur libertain de Lacoste.

13. Archives de Cucuron, BB 24.

du département — par Joseph Brun n'empêche pas le premier nommé d'exercer une véritable tutelle morale par le biais du Comité de Surveillance constitué le 13 octobre, truffé d'hommes à sa dévotion.

Le départ de F. Rocanus, devenu juge de paix, nommé chirurgien-major au 2^e bataillon de volontaires du Luberon, et le passage au calendrier révolutionnaire le 26 octobre, cachent mal la difficile application du premier maximum et la lassitude populaire. La chute de « l'infâme Toulon » apporte cependant une note gaie dans ce triste tableau : elle donne lieu, du 25 au 28 décembre, à trois jours de liesse avec « Grand-Messe » et *Te Deum* en l'église Notre-Dame-de-Beaulieu devenue temple de la Liberté et de la Raison. On plante en cette occasion, sur la place de l'Etang, un arbre de la Liberté, que les femmes et les filles « embrassent pieusement ¹⁴ ».

Le premier semestre de 1794 voit une recrudescence des mesures de surveillance (liste des émigrés et confiscation de leurs biens, contrôle des boulangers, chasse aux déserteurs de plus en plus nombreux) des pratiques civiques (retournement des plaques de cheminée, restitution des croix des officiers), des célébrations des grands anniversaires tels l'exécution de Louis XVI, culte de l'Être Suprême et de la Raison, avec obligation d'assister à l'office du décadi où le prêche est remplacé par la lecture des décrets et arrêtés « expliqués ensuite en langue vulgaire ». La population suit mal, son apathie et ses sarcasmes finissent par écœurer le citoyen Trouchon, qui, privé de cloches ¹⁵, de linge et d'argenterie, se retire le 6 avril à Cadenet, alors qu'un orage de grêle anéantit à nouveau les récoltes. Le fléau est bien entendu interprété par les esprits frustes ou modérés comme une preuve d'un mécontentement céleste.



Thermidor coïncide avec la reconduction du mandat de l'agriculteur Jean-Joseph Brun, peu marqué politiquement ; F. Rocanus devient agent national et J.-Véran Sade simple officier municipal

14. En toutes lettres dans le compte rendu des manifestations inséré dans le registre des Délibérations.

15. Archives de Cucuron, BB 24. Les mésaventures survenues aux cloches de l'église paroissiale, au début de la Révolution, sont dignes d'un roman picaresque et mériteraient un développement peu compatible avec le sérieux de cette étude.

le 19 novembre, mais les premiers signes de détente ne sont vraiment sensibles qu'à partir de janvier 1795. L'abolition du maximum coïncide avec le retour de J.-B. Clementis ¹⁶ — à qui on restitue sa maison, devenue entre-temps hôtel de ville et ses meubles —, des prêtres réfractaires et d'un retour d'affection pour les Girondins en voie de réhabilitation. La détente devient dégel le 7 mai avec la fermeture de la Société Populaire, foyer d'agitation permanent, l'élection d'un nouveau procureur, J.-F. Arnaud, démissionnaire en 1794, époque où il se disait « aveugle et trop vieux », et le retour de J. Elzéar Arnaudy, premier consul en 1788 au sein des officiers municipaux.

L'insurrection patriote de Toulon provoque l'établissement d'une liste de suspects de cinquante noms, comprenant tous les partisans de Robespierre, Sade et Rocanus inclus. Dix d'entre eux, parmi les plus excités, sont même arrêtés sur dénonciation ¹⁷. La déchristianisation se poursuit néanmoins ; on ajoute aux fêtes anciennes ou nouvelles l'anniversaire de Thermidor et la chute des « Jacobins Sanguinaires ».

L'élévation de Louis-Frédéric-Jérôme Bouquet, ancien aide de camp dans l'armée des Pyrénées, au rang d'agent municipal le 8 novembre 1795, en compagnie d'un propriétaire terrien et le choix de Louis Brun comme président de l'Administration municipale du canton, inaugurent une longue période de stabilité politique, sans pour autant résoudre la misère générale aggravée par les réquisitions pour l'armée d'Italie. Le souci du pain quotidien annihile désormais toute velléité de rébellion. La masse rurale est retombée dans son apathie. La bourgeoisie a franchi victorieusement le cap difficile des troubles et affirmé un peu plus encore son emprise sur les affaires

16. J.-B.-A. Clementis (19 juin 1744 - 14 avril 1825), propriétaire de l'hôtel portant son nom dans la rue de Pous, aujourd'hui possession de la famille de Lestrac, fils de médecin, avocat, est de par son action, ses écrits, ses discours, l'exemple parfait de la volonté de réformes d'une élite bourgeoise et cultivée, plus libérale que révolutionnaire, que l'on trouve souvent à la tête des municipalités rurales du royaume. Il « émigra » en 1793 sur les terres plus calmes d'un de ses parents, sises à Reillanne. La plupart des prêtres réfractaires l'imitèrent et se contentèrent de gagner des retraites sûres et non l'étranger, avec la complicité de la population.

17. Certains s'évadèrent dans des conditions assez rocambolesques. La mise en liberté des autres traduit l'embarras de la municipalité, car leur garde revenait fort cher en personnel et en locaux.

publiques. L'idéal de 1789 a fait long feu. Les anciennes élites, qui s'étaient contentées de survivre, administrent à nouveau leur cité dans l'attente de jours meilleurs — et de l'heure de Bonaparte.

Cucuron, devenu chef-lieu, possède désormais son propre juge de paix pour régler les innombrables conflits entre plaideurs locaux, dicte non sans résistance sa loi au canton, plante à nouveau l'arbre de Mai devant l'église pour la Sainte-Tulle et fête Notre-Dame aux vendanges.

Il va profiter de la vente des biens nationaux pour enrichir son église de nombreuses œuvres d'art, notamment le fameux retable dont la partie supérieure est attribuée à Pierre Puget et ses élèves¹⁸. Eternelle sagesse du monde rural ? Adaptation aux circonstances de l'heure ? Sereine philosophie plutôt, illustrant de façon magistrale le vieux dicton selon lequel « les événements passent, mais les hommes demeurent ».

Robert YTIER.

18. Marc DEYDIER, *Les œuvres d'art de l'église de Cucuron* (1909), 20 p.